

Le Président du Conseil régional
Franck LEROY

Strasbourg,
le **31 JUL. 2025**

Dossier suivi par
Xavier LABORDE
03 87 61 68 97
Xavier.laborde@grandest.fr

Monsieur Michel LAMY

Président
SCOT de PETR Seine en Plaine Champenoise
9 Place des Martyrs pour la Libération
10100 ROMILLY-SUR-SEINE

Objet :

Avis sur la révision du SCoT de PETR Seine en Plaine Champenoise

Monsieur le Président,

Le SCOT de PETR Seine en Plaine Champenoise a saisi la Région en sa qualité de personne publique associée en date du 01 avril 2025, pour avis sur le projet de schéma arrêté.

Suite à la décision de la Commission Permanente du 27 juin 2025, vous voudrez donc bien trouver ci-joint l'avis favorable de la Région assorti d'observation.

Mes services se tiennent à votre entière disposition pour tout échange consécutif à la présente notification.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération la plus distinguée.

Bien cordialement



AVIS DE LA REGION GRAND EST SUR LE PROJET DE SCOT DU PAYS DE SEINE EN PLAINE CHAMPENOISE

CADRAGE REGIONAL

Le présent avis tient compte des liens de compatibilité et de prise en compte avec le SRADDET en vigueur au moment de sa rédaction, c'est-à-dire le SRADDET approuvé en janvier 2020. Des remarques, sous forme d'encart « A NOTER » permettent de rappeler des exigences en lien avec le projet de SRADDET arrêté le 13 décembre 2024.

OBSERVATIONS GENERALES

Le SCoT du Pays de Seine en Plaine Champenoise, porté par le PETR, a été arrêté par délibération du 12 mars 2025 après 4 années d'études et de concertation. Il s'agit d'une première expérience de planification à l'échelle SCoT sur ce territoire. Le SCoT présente le projet de développement du territoire pour une durée de 20 ans de 2025 à 2045.

Le projet du territoire est tout entier résumé dans le premier axe du PAS « Ancrer les activités économiques à la campagne ». Le SCoT se veut en effet très offensif sur la question du développement économique tout en souhaitant conserver un caractère rural marqué. Il a la particularité de présenter deux scénarios de développement en fonction de l'hypothèse de la construction d'un nouvel EPR sur la centrale de Nogent.

Du diagnostic territorial au Plan d'Action Stratégique, la démarche s'est avérée tout à fait satisfaisante pour un premier SCoT. En revanche, le DOO apparaît techniquement très en recul laissant l'impression d'un travail inachevé. Ce document a en effet trop tendance à exposer des objectifs généraux tout en restant incertain et flou sur sa programmation. Le recours systématique aux fourchettes et aux hypothèses amène même à douter de sa réelle opérationnalité.

PROSPECTIVE DEMOGRAPHIQUE ET SCENARIO DE DEVELOPPEMENT

Le territoire du Pays de Seine en Plaine Champenoise, exposé à l'influence francilienne, est historiquement plutôt porté à la croissance. Le territoire connaissait jusque dans les années 2010 une croissance soutenue de l'ordre de 0,5% / an soutenu par un solde migratoire nettement positif. Depuis 2015, la croissance du territoire semble marquer le pas avec une érosion de ce facteur davantage que celui du solde naturel. La Communauté de Communes du Nogentais est la plus marquée par ce phénomène avec une croissance qui est brutalement passée de + 0,3% / an à -0,3% / an.

Le SCoT est fondé sur une hypothèse démographique de croissance à +0,2 % annuel ce qui lui permet d'espérer atteindre 56 400 habitants en 2045, soit une augmentation moyenne de 115 habitants par an dans le scénario sans EPR et une hypothèse de + 0,39 % soit une augmentation de 220 habitants par an **dans le scénario avec PER**. Le SCoT ne se fixe en revanche aucun objectif de création d'emplois.

L'hypothèse démographique retenue par le SCoT apparaît cohérente avec les trajectoires observées. Le taux de croissance du territoire s'est certes avéré moindre depuis 2015 mais l'influence francilienne ainsi que la bonne dynamique de l'emploi notamment industriel depuis 2015 permettent de penser que le territoire poursuivra sur une trajectoire de légère croissance.

Le scénario avec EPR apparaît, aujourd'hui, sinon surestimé au moins prématuré. Les incertitudes sur les perspectives de développement apparaissent certes importantes sur ce territoire, mais il appartient en tout état de cause au SCoT de se mettre en situation de profiter des opportunités de développement tout en évitant le risque d'un projet surdimensionné qui ferait perdre tout caractère opérationnel au document avec des objectifs en total décalage avec les trajectoires observées. A cet effet, le SCoT et ensuite les PLU ou PLUi, devraient mettre en place un phasage du développement en soumettant l'ouverture de certaines zones à l'urbanisation à certaines conditions à l'occasion d'un ou plusieurs point d'étape.

En outre, la question semble, avant tout, de savoir si le développement de la Centrale nucléaire de Nogent se traduira par un changement de degré dans le projet du territoire ou un changement de nature qui l'amènerait à revoir son économie générale, ses priorités et son armature urbaine ou économique. La Région est de ce point de vue réservée à l'idée d'inclure d'ores et déjà une l'hypothèse EPR dans le SCoT.

OBSERVATIONS THEMATIQUES

Les remarques qui suivent sont exposées selon le plan du DOO.

Ancrer les activités économiques à la campagne dans un espace global et local

Conformément à sa priorité donnée au développement économique, le DOO s'ouvre sur la présentation de son « armature économique ». Celle-ci comprend 4 zones d'activités économiques (ZAE) majeures sur l'axe Nogent-Romilly, deux autres plus excentrées à Marcully-le-Hayer (713 habitants) et à Plancy l'Abbaye (963 habitants) et une vingtaine de ZAE locales. Selon la description faite par le DOO, les deux ZAE majeures excentrées semblent avoir un profil qui s'apparente davantage aux ZAE locales qu'aux ZAE majeures dans la mesure où elles

accueillent des entreprises artisanales alors que la vocation industrielle des autres sites est clairement indiquée dans le DOO.

Observation n°1 : L'armature économique du SCoT intègre deux zones d'activités à caractère artisanal en milieu rural dans « les ZAE majeures ». La Région demande au SCoT de revoir cette classification ou d'apporter davantage de justification quant à leur caractère stratégique pour le Développement économique du territoire.

La carte de l'armature économique identifie trois sites d'activités portant la mention « requalification prioritaire des espaces en friches ». Pourtant, le DOO se limite, sur la question des friches, à afficher un principe général de mobilisation prioritaire des friches « si l'ensemble des conditions d'y prêtent ». Le DOO aurait pu développer quelques orientations territorialisées sur les zones identifiées en indiquant a minima le potentiel foncier à reconquérir sur ces sites.

Le potentiel foncier disponible dans les espaces économiques est estimé à 162,3 ha au point 1.1.3 dont 30 ha « sans activités » et 132,2 ha de « surfaces libres équipées ». Compte tenu de l'importance de cette question pour la justification de la programmation d'une offre nouvelle, il est vivement regrettable que ces données ne soient pas détaillées. D'une manière générale, on regrettera que le diagnostic ne propose aucun état des lieux des sites d'activités, ni sur leur attractivité, ni sur leurs disponibilités foncières. Ce point fragilise grandement la programmation du SCoT de 140 ha de foncier économique nouveau.

L'annexe de justification des choix, qui fait d'ailleurs davantage figure de résumé non technique que de cahier explicatif, reste muet sur la manière dont le SCoT a estimé ses besoins en foncier économique et dont il les a répartis entre les EPCI. Cette répartition semble d'ailleurs sans grande cohérence avec la carte de l'armature économique. Non seulement le foncier n'est pas attribué par priorités et type de besoins (ZAE majeures et locales), mais la Communauté de communes des Portes de Romilly qui dispose de 3 ZAE majeures sur 6, ne se voit attribuer que 37 ha sur 140 ha, soit le quart de l'enveloppe. Les attributions entre EPCI sont d'ailleurs effectuées avec une fourchette de 20 %, ce qui accentue la dimension politique de la programmation au détriment de son assise technique.

La Région estime que la consommation foncière de 140 ha à destination économique envisagée par le SCoT peut difficilement être justifiée en l'état des explications apportées.

Il importe que le SCoT apporte des précisions quant à son projet de développement économique et notamment sur ses disponibilités foncières existantes, sur les projets d'implantation en cours, sur la réalité des espaces en friches qui pourront être recyclés au cours des 20 ans de la vie du SCoT. Compte tenu de l'importance du projet économique, qui porte sur près de 300 ha (foncier disponible inclus), il importe également d'estimer son impact en termes de création d'emplois et sa cohérence avec la prospective démographique retenue par le SCoT.

La Région entend la volonté du territoire de disposer de foncier économique « clé en main » à proposer aux investisseurs et reconnaît son attractivité économique. Néanmoins, le volume de foncier commercialisable doit être maîtrisé au risque d'aboutir à une offre surabondante qui se traduirait par une consommation foncière injustifiée. La Région invite ainsi le SCoT à conditionner l'extension ou la création de nouvelles ZAE à un certain niveau de remplissage des zones existantes, en définissant par exemple un niveau plafond par EPCI aux surfaces de foncier économique immédiatement commercialisables.

La Région tient à rappeler la possibilité pour les territoires d'exempter les projets d'envergure régionale de leur consommation foncière. Les projets d'extension de ZAE autour de Nogent ou de Romilly pourraient être éligibles à cette reconnaissance dans la mesure où elles participeraient à l'objectif national de réindustrialisation. Aussi, afin d'inviter les PLU(i) à solliciter cette reconnaissance, le SCoT gagnerait à affiner son projet de développement économique afin d'identifier d'ores et déjà de telles zones.

Observation n°2 : La Région demande au SCoT d'adosser sa programmation en foncier à caractère économique sur une véritable analyse des besoins et de ses disponibilités foncières existantes ou mobilisables, ainsi que sur un projet de développement de ses capacités d'accueil d'activités économique lisible incluant le cas échéant un ou plusieurs projets d'extension de ZAE ayant vocation à être reconnue d'envergure régionale.

Le SCoT développe ensuite différentes orientations liées à la qualité urbaine des sites d'activités avec des préconisations générales en matière de promotion de la densité d'usage, d'intégration paysagère, de réduction de l'imperméabilisation, de promotion des ENRR ou de développement de système de mobilités. Ces orientations reprennent les attentes de la nouvelles règle 23bis du projet de SRADDET modifié sur l'attractivité et la qualité environnementale des zones d'activités.

L'orientation 1.4 sur la stimulation de l'entrepreneuriat est intéressante en ce qu'elle s'adresse davantage aux EPCI et à l'exercice de leur compétence en matière de développement économique qu'aux documents d'urbanisme. Elle encourage en effet au développement d'expériences tels que le centre d'Activité Economiques de Romilly-sur-Seine, le développement d'une offre de produits immobiliers à destination des entreprises tels que des ateliers-relai, incubateur, pépinières et hôtel d'entreprise.

Tourisme

L'orientation 1.5 sur la « mise en tourisme » poursuit l'incursion du SCoT sur le terrain du projet de territoire. Elle s'introduit par un exposé des orientations stratégiques assez bien construit, identifiant 4 axes de développement : le tourisme vert et sportif, le tourisme industriel, la culture et le patrimoine et la gastronomie avec quelques sites emblématiques pour chaque axe. Il est dommage que le DOO n'ait pas su décliner ces axes de développement autrement que par des généralités sur le développement des boucles de randonnées, du balisage, l'identification des

sites touristiques et la préservation des points de vue remarquables. Une carte illustrative synthétisant les principaux atouts et sites touristique du territoire aurait pu territorialiser davantage les orientations du SCoT en la matière.

Même s'il s'agit de question quelque peu en marge des compétences des documents d'urbanisme, la Région encourage les SCoT à s'emparer d'une dimension de projet de territoire et même à se doter d'un plan d'actions, ainsi que les y invite l'ordonnance de 2020 sur la modernisation des SCoT. Des projets cités par le SCoT, en tant que prescription, tels que « créer une offre d'itinéraires lisibles en renforçant les circuits thématiques autour d'axes et de produits typiquement champenois » ou la promotion des événements et animations locales auraient parfaitement leur place dans un plan d'actions. La Région encourage le PETR à s'engager dans cette direction.

A NOTER : La Région encourage les SCoT à porter un projet de territoire allant au-delà des strictes question d'aménagement et d'urbanisme et à se doter d'un plan d'action pour la mise en œuvre de tout ou partie de ces orientations.

Agriculture, viticulture et forêt

L'orientation 1.6 sur la préservation de l'espace agricole contient des prescriptions générales assez classiques sur les possibilités de construction en zone agricole. On relèvera une disposition demandant à classer les terres à fort potentiel agronomique et classées AOC dans un zonage « A indicé » où n'est permis que « les constructions nécessaires aux exploitations agricoles et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif », soit les exceptions autorisées par le code de l'urbanisme pour toute zone agricole.

Faire jouer la cohésion et la solidarité pour mieux se positionner dans les coopérations interrégionales

Armature urbaine

Le SCoT présente son armature urbaine dans l'orientation 2.1. Elle s'établit à 4 niveaux avec Romilly comme pôle majeur, Nogent comme pôle secondaire, trois pôles relais et quatre pôles de proximité. Elle apparaît équilibrée et avec une vocation des différents niveaux bien décrite.

Objectifs et programmation de l'offre nouvelle en logements

La définition des objectifs de logements tels que présentée dans le DOO est particulièrement complexe dans sa structure et sa présentation. L'information est abondante mais la synthèse manque sur les choix retenus en terme de programmation.

Le SCoT commence à afficher une prospective démographique très détaillée, par EPCI et niveau d'armature urbaine avec des taux de croissance différenciés, allant pour le scénario sans EPR de +0,03 % pour les communes rurales de la CC Seine et Aube à +0,29 % pour le pôle principal de Nogent. Ce souci de prendre en compte les dynamiques propres de chaque portion du territoire et de rendre compte des choix opérés est remarquable. Ces considérations étant des éléments d'explication des choix opérés, ils trouveraient néanmoins davantage leur place dans l'annexe d'explication des choix.

De même, le tableau suivant qui justifie le calcul du besoin en logements est d'une grande richesse puisqu'il détaille, par niveau d'armature et EPCI, le besoin en résidences principales et secondaires ainsi que les logements vacants. Même si l'explication manque, le besoin total en logements de 3 145 correspond à la somme du besoin en résidences principales (+ 3 325), du besoin en résidences secondaires (+91) **et du besoin issu des logements vacants (-271)**. En proposant ainsi une simulation de l'évolution du parc de logement dans toutes ses composantes et sur 20 ans, le SCoT définit un objectif de logements vacants à reconquérir (191) et propose un taux de vacance cible au terme du SCoT pour chaque composante du territoire. Le taux de vacance devrait être réduit prévisionnellement de deux points sur les deux pôles principaux de Romilly et Nogent, passant de 11,5 % à 9,5 %.

La Région félicite le SCoT pour son approche de la vacance totalement intégrée à la programmation en logements et pour l'extrême souci de transparence dont le SCoT a fait preuve dans sa programmation en logements.

Pour la répartition de l'objectif de 3 145 logements, le DOO a fait dans l'extrême complexité. La répartition s'effectue selon trois hypothèses de « taux de renouvellement du parc de logement » qui influent sur la consommation foncière. L'examen des chiffres indique que cette notion correspond en réalité à la part de l'objectif de logements (les besoins à satisfaire) à produire par réhabilitation. L'objectif de 3 145, se décomposant entre une partie à produire en réhabilitation de 940 (pour l'hypothèse de renouvellement à +0,15% / an) et de 2 204 à produire par construction neuve, laquelle se distingue entre une part à réaliser en densification et une part à réaliser en extension.

La part en densification apparaît modeste mais dans les standards de sobriété actuels avec 50 % en moyenne, légèrement différenciée de 40 % pour les communes rurales à 55 % pour les pôles urbains, et reste constante pour toute la durée du SCoT.

L'objectif de production de logements neuf et en réhabilitation est donc clairement réparti par niveau d'armature urbaine et EPCI. Le pôle principal de Romilly se voit attribuer 45 % de l'objectif, le pôle secondaire de 12 % et le dernier niveau de l'armature urbaine seulement de 22%. La Région salue cette programmation transparente et fortement adossée sur l'armature urbaine.

Observations n°3 : Si les détails apportés par le DOO dans les modalités du calcul du besoin en logements en font une programmation transparente et objective, il convient de la formaliser clairement à l'attention des documents d'urbanisme dans un souci d'opérationnalité. Il conviendrait à cet effet que le SCoT arrête son hypothèse de « taux de renouvellement » et en déduise les objectifs à réaliser en réhabilitation, en densification ou en extension pour chaque EPCI et niveau d'armature.

Observations n°4 : Les logements à produire « en renouvellement » participent clairement à la satisfaction des besoins tels qu'estimés par le SCoT, il convient donc de demander aux collectivités locales de veiller à mettre en œuvre cet objectif quantitatif de remise sur le marché par des opérations de réhabilitation ciblant la vacance structurelle.

Le SCoT définit ensuite des orientations quant au type de logements à produire prioritairement. Il préconise ainsi de privilégier les logements abordables et de petite taille et certaines populations comme les jeunes actifs, les étudiants ou les saisonniers. Le SCoT aurait pu sur ce point aller plus loin et déterminer des objectifs de logements sociaux ou par taille de logements dans sa programmation.

Armature de service et commerciale

Les orientations 2.3 et 2.4 relatives aux armatures de service et commerciales définissent des orientations quant à la localisation préférentielle des services et commerces sur le territoire. Elles n'appellent pas de remarques particulières.

Cette partie contient le DAACL, le Document d'Aménagement Artisanal et Commercial. Ce document, rendu obligatoire par l'ordonnance de 2020 relative à la modernisation des SCoT prend une importance grandissante. Néanmoins faute de règle du SRADDET en la matière et d'identification de bonnes pratiques, la Région s'abstiendra de commenter ces documents.

Transports et mobilité

L'orientation 2.5 sur les mobilités en milieu rural correspond à ce qu'on peut attendre d'un SCoT rural en la matière. Elle couvre l'ensemble des questions (réseau cyclables, transports en commun, covoiturage ...) et est soutenue par une illustration qui permet de territorialiser ces orientations.

Affirmer une ruralité en mouvement

Paysages et qualité urbaine

L'orientation 3.1, après un inventaire des atouts du territoire, développe plusieurs prescriptions visant à la préservation des perspectives paysagères et du patrimoine naturel et bâti. Elle s'attache particulièrement à la question des franges urbaines pour favoriser des transitions douces. On regrettera simplement l'absence d'une carte qui aurait pu territorialiser les enjeux paysagers et les prescriptions du DOO.

Le DOO propose ensuite une approche de l'enveloppe urbaine très intéressante et très pédagogique qu'elle demande au PLU de définir de manière stricte en s'attachant à retirer les éventuels espaces agricoles enclavés dans le tissu urbain. Se faisant, le SCoT garantit presque que l'urbanisation en densification qu'elle prévoit s'effectuera bien sans aucune consommation d'ENAF.

Le SCoT incite ainsi les documents d'urbanisme à mobiliser prioritairement les capacités foncières au sein des enveloppes urbaines ainsi que le recommande la **règle 17 du SRADET modifiée** relative au potentiel foncier disponible. Il aurait pu en revanche définir quelques orientations et encadrement aux extensions urbaines, afin de définir des localisations préférentielles ou définir des conditions aux communes susceptibles de s'étendre.

Objectifs chiffrés de consommation foncière

Le SCoT assigne à la programmation en logements, déjà examinée, des niveaux de densité minimums pour les extensions urbaines. Celles-ci apparaissent relativement faibles en s'échelonnant de 12 logt/ha à 15 et 23 logt/ha pour les pôles centraux. Ces niveaux de densité traduisent en effet une certaine permanence du modèle de la maison individuelle qui n'est peut-être pas compatible avec l'objectif, vu plus haut, du promouvoir des petits logements adaptés aux jeunes ménages.

Sur ces bases, le SCoT estime sa consommation foncière à destination habitat à 104ha. Le tableau - difficilement lisible sur la version mise à la concertation - comporte cependant deux erreurs, l'une en raison d'une colonne manquante, l'autre plus importante en ce qu'il considère que l'urbanisation en densification constitue de la consommation foncière au même titre que l'extension. Or, sauf exception, l'urbanisation en densification est présumée s'effectuer sur des terrains déjà urbanisés et ne constituent donc pas de la consommation d'ENAF. Cela est d'autant plus vrai avec une définition stricte de l'enveloppe urbaine, tel que vu précédemment, avec sa notion d'enveloppe « optimale ». La Région rappelle à ce propos sa doctrine en la matière ;

A NOTER : Même si l'urbanisation en densification est présumée s'effectuer sur des terrains urbanisés, elle peut concerner des ENAF situés au sein des enveloppes urbaines. Il est donc recommandé aux SCoT d'apporter une définition et des limites quantitatives et qualitatives à la définition de dents creuses pouvant être urbanisées hors consommation foncière.

En cumulant les surfaces autorisées en extension sur les périodes 25-30 (27 ha), 31-40 (33 ha) et 41-44(7 ha), on obtient un besoin foncier pour le développement résidentiel conformément à la programmation du SCoT de 67 ha et non de 104 ha comme indiqué dans le DOO.

Observation n°5 : La Région demande au SCoT de corriger son objectif de consommation d'espace à destination habitat et sa ventilation entre EPCI, défini à 104 ha dans le scénario central dans la mesure où seuls 67 ha sont effectivement justifiés par la programmation en logement du SCoT.

Au total, la programmation du SCoT s'établit donc à 207 ha sur 20ans (25-45, soit 10,35 ha/an) à comparer à une consommation estimée par le SCoT pour la période 11-20 à 241 ha (24,1 ha/an), ce qui traduit bien une trajectoire de réduction. Faute d'estimation de la consommation de 2021 à 2025, ni dans le DOO, ni dans l'annexe de justification des choix, il convient d'estimer la consommation du SCoT sur la période réglementée par la loi climat : La consommation du territoire s'élevant à 15ha sur les exercices 21 et 22 d'après les fichiers fonciers, on peut considérer l'importance des « coups partis » à 37 ha.

La consommation à destination résidentielle sur la période 25-30 étant chiffrée à 27 ha, la consommation prévisionnelle hors développement économique s'établirait donc à 64 ha pour la décennie, soit nettement moins que l'objectif cible de 79 ha prévu dans le projet de SRADDET modifié. Une programmation raisonnable de foncier économique pour la période 25-31 prenant en compte le potentiel foncier disponible ou mobilisable et/ou intégrant un projet de zone d'envergure régionale devrait donc assurer la compatibilité du SCoT avec les objectifs de loi Climat et Résilience.

Observation n°6 : La loi Climat et résilience définissant un objectif de réduction de la consommation foncière pour la décennie 2021-2031, le SCoT se doit dans un souci de compatibilité d'afficher un objectif plafond à la cette consommation pour cette décennie en intégrant la consommation déjà observée depuis 2021.

Trame verte et bleue

L'orientation 3.2 traite de la Trame Verte et Bleue avec le sérieux requis. La TVB est clairement cartographiée et fait l'objet de mesures de protection qui ne comportent aucune exception. Les Zones Humides, dont l'état initial de l'Environnement a montré leur rôle essentiel dans la régulation du cycle de l'eau sur le territoire font également l'objet de mesures d'identification et de protection strictes, de même que les milieux aquatiques. On relèvera une intéressante mesure d'identification et de protection voire de promotion des haies comme support de la biodiversité et élément structurant du paysage.

Ressource en eau

Le point relatif à la ressource en eau est particulièrement riche, traitant des périmètres de protection des captage, d'amélioration du rendement des réseaux, d'assainissement, de système de récupération ou de remembrement favorisant les noues. Un point attire cependant l'attention.

- Le SCoT appelle les communes à adapter leur développement urbain à la disponibilité de la ressource en eau et aux capacités d'assainissement des eaux usées. Cette exigence est à saluer et gagnerait même à figurer dans les conditions posées aux extensions urbaines. On pourrait néanmoins interroger sur le SCoT sur l'adéquation entre ses perspectives de développement résidentielle et économiques à 20 ans et les capacités en la matière du territoire.

Risques et pollution.

Le DOO consacre l'orientation 3.3 à la prévention des risques et à la prise en compte des pollutions. Il rappelle l'existence de plusieurs Plan de prévention des risques sur le territoire, notamment liés aux risques d'inondation et technologiques, et rappelle que l'urbanisation devra se tenir éloignée des zones de risques. Cette orientation rappelle les principes généraux d'évitement et de réduction de la vulnérabilité. Une carte illustrative rappelant les risques et les mesures d'évitement aurait permis de mieux territorialiser ces orientations.

Énergies renouvelables et de récupération (ENRR)

Le SCoT évoque, à travers l'orientation 3.4, la volonté de soutenir le développement des énergies renouvelables. Il mentionne notamment la production photovoltaïque, la méthanisation ainsi que l'utilisation du bois-énergie et de la géothermie pour la production de chaleur. Le document formule également des prescriptions générales relatives à l'intégration paysagère des installations. Il préconise les installations photovoltaïques en zone urbaine, sur les friches, sur les espaces artificialisés. Il précise toutefois que les espaces à fort potentiel d'extension doivent être évités prioritairement. Le DOO pourrait sur ce point se montrer plus précis et prescriptif notamment en interdisant la pose d'installations au sol sur des terrains ayant une vocation agricole mais aussi résidentielle ou économique.

*

* *

Conclusion générale :

Sous réserve de quelques ajouts ou modification destinés à préciser sa programmation en logements ou en capacité d'accueil d'activité économique, le SCoT du Pays de Seine en Plaine Champenoise constituera un document de qualité qui définira le cadre au développement du territoire sur les 20 prochaines années. Sur ce territoire riche en opportunités offertes par la proximité de l'Île de France, le port de Nogent et son futur canal ou éventuellement la construction d'un nouveau réacteur sur la centrale de Nogent, le développement du territoire

pourra s'avérer moins fort ou au contraire plus fort qu'escompté initialement. Le SCoT gagnerait donc à tenter de phaser son développement afin de s'adapter à différentes hypothèses.